

<p>PROCES VERBAL</p> <p>CONSEIL MUNICIPAL DU 07 SEPTEMBRE 2018</p>
--

Le vendredi 07 septembre 2018 à 8 heures, sur convocation de Monsieur Simplicio LISSANT le 1er adjoint au Maire, les membres du Conseil municipal se sont réunis dans la salle des délibérations.

Monsieur Simplicio LISSANT souhaite la bienvenue à tous les membres du Conseil municipal ainsi qu'à toutes les personnes présentes, les confessions religieuses, les agents venus nombreux mais aussi la population.

Il demande d'applaudir et remercier la famille de notre défunt Tavana, Ronald TUMAHAI. Il s'excuse de ne pas avoir invité des personnalités car il souhaitait que le conseil municipal se déroule en toute intimité vu les circonstances.

Il profite de rappeler que cela fait deux semaines que Tavana, Ronald TUMAHAI, notre METUA nous a quitté, il nous manquera toujours.

Il réitère ses remerciements à Dany et les enfants, pour avoir accepté que la séance solennelle se tienne aujourd'hui, jour d'anniversaire de notre regretté Tavana. Cette date a été proposée en sa mémoire, c'est une manière de lui rendre hommage pour les 23 ans qu'il a consacré au service de la Commune.

Monsieur LISSANT désire faire une minute de silence en mémoire de notre Tavana et annonce que la prière de bénédiction sera faite après cette minute de silence.

Pasteur TAPATI, de la paroisse protestante de Punaauia lit la prière.

Monsieur LISSANT, demande à monsieur Mano-Ura TIRAO, directeur général par intérim de bien vouloir procéder à l'appel

Sont présents :

- Simplicio LISSANT, Maire
- Aitu POMARE POMMIER, 1^{ère} adjoint au Maire
- Marc TATARATA, 3^{ème} adjoint au Maire
- Tania MANEA-LYAU, 4^{ème} adjoint au Maire
- Cathy PUCHON, 5^{ème} adjoint au Maire
- Ismaël HAPAITAHAA, 6^{ème} adjoint au Maire
- Hinano TEISSIER, 7^{ème} adjointe au Maire
- Marie-Rose TEURU, 8^{ème} adjointe au Maire

- Monsieur Antoine RUA, 9^{ème} adjoint au Maire
- Monsieur Georges DOOM, 10^{ème} adjoint au Maire
- Marguerite JURD, Conseillère
- Gustave VAN BASTOLAER, Conseiller
- Yves CHING, Conseiller
- Mareta MAITI, Conseillère
- Andre TEAHU, Conseiller
- Astride MARA, Conseillère
- Antoine RUA, Conseiller
- Edmée TAHUTINI, Conseillère
- Paul PERE, Conseiller
- Layana ATAE, Conseillère
- Bellinda BAMBRIDGE-RICHERD, conseillère
- Georges DOOM, Conseiller
- Irwin FAATAU, Conseiller
- Jean-Pierre CHING, Conseiller
- Heiranie TUTEINA, Conseillère
- Terava PATII, Conseillère
- Dylma ARO, Conseillère
- Michel LEBOUCHER, Conseiller
- Monette HARUA, Conseillère
- Patrick HOWELL, Conseiller
- Patricia TERITERAAHAUMEA, Conseillère
- Willy TETUANUI, Conseiller

Sont absents :

- Tatiana DUBOIS, 2^{ème} adjointe au Maire
- Christian VERNAUDON, Conseiller
- Imelda TEATIU, Conseillère
- Juliana SANQUER, Conseillère
- Aimata HOPU, Conseillère

A l'issue de l'appel, Monsieur TIRAO indique que 30 membres du Conseil municipal sont présents, le quorum est atteint. Ainsi, la séance du Conseil peut se tenir de manière régulière.

Monsieur le Maire remercie Madame Tania MANEA-LYAU qui a accepté d'assurer le secrétariat de la séance.

I. INSTALLATION D'UN NOUVEAU CONSEILLER MUNICIPAL

Monsieur LISSANT propose de commencer par l'installation du nouveau conseiller municipal, il rappelle que le code électoral prévoit, outre l'élection du Maire au sein du conseil municipal, de remplacer le siège devenu vacant par la personne suivante sur la liste TE HOTU RAU.

Il demande d'applaudir madame TUTEINA Heiranie, nouvelle conseillère municipale.

Au nom du conseil municipal il lui souhaite la bienvenue.

Le conseil municipal est à présent complet, il est alors possible de prendre acte de l'installation du 35^{ème} conseiller et donc de continuer la séance plénière.

II. ELECTION DU MAIRE

Monsieur LISSANT, donne la parole à monsieur Aitu POMARE POMMIER doyen des membres du conseil municipal pour présider cette partie de la séance comme le prévoit les textes.

Monsieur POMARE POMMIER remercie monsieur LISSANT et salut l'assemblée.

Il demande à monsieur TIRAO, directeur général des services par intérim de procéder à l'appel nominatif des membres du conseil.

Monsieur TIRAO procède à l'appel. Au 7 septembre 2018 les membres du conseil municipal de PUNAAUIA sont donc :

- Monsieur Simplicio LISSANT,
- Monsieur Aitu POMARE POMMIER,
- Madame Tatiana DUBOIS,
- Monsieur Marc TATARATA,
- Madame Tania MANEA-LYAU,
- Monsieur Yves CHING,
- Madame Cathy PUCHON,
- Monsieur Ismaël HAPAITAHAA,
- Madame Hinano TEISSIER,
- Madame Marie-Rose TEURU,
- Madame Marguerite JURD,
- Monsieur Christian VERNAUDON,
- Madame Imelda TEATIU,
- Monsieur Gustave VAN BASTOLAER,
- Madame Mareta MAITI,
- Monsieur Andre TEAHU,
- Madame Astride MARA,
- Monsieur Antoine RUA,
- Madame Edmée TAHUTINI,
- Monsieur Paul PERE,
- Madame Layana ATAE,
- Madame Bellinda BAMBRIDGE-RICHERD,
- Monsieur Georges DOOM,
- Monsieur Irwin FAATAU,
- Madame Juliana SANQUER,
- Monsieur Jean-Pierre CHING,
- Madame Heiranie TUTEINA,
- Madame Terava PATII,

- Madame Dylma ARO,
- Monsieur Michel LEBOUCHER,
- Madame Monette HARUA,
- Monsieur Patrick HOWELL,
- Madame Patricia TERIITERAAHAUMEA
- Monsieur Willy TETUANUI,
- Madame Aimata HOPU,

Monsieur POMARE POMMIER constate que le quorum est atteint.

A la demande de monsieur Aitu POMARE POMMEIR, monsieur Mano-Ura TIRAO, rappelle les conditions du CGCT en matière d'élection du Maire.

En application des articles L. 2122-4 et L. 2122-7 du CGCT, le maire est élu au scrutin secret et à la majorité absolue parmi les membres du conseil municipal. Si, après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, le plus âgé est déclaré élu.

Conformément au premier alinéa de l'article L.2122-14 du CGCT l'élection du nouveau maire se fait dans la quinzaine suivant le décès du maire : Lorsque l'élection du maire ou des adjoints est annulée ou que, pour toute autre cause, le maire ou les adjoints ont cessé leurs fonctions, le conseil est convoqué pour procéder au remplacement dans le délai de quinzaine.

Monsieur POMARE POMMIER propose de désigner en qualité d'assesseur les deux membres les plus jeunes de l'assemblée à savoir madame MARA Astride et madame TUTEINA Heiranie. Il demande si les assesseurs sont d'accord pour tenir ce rôle. Puis, il demande aux membres présents volontaires de faire actes de candidature pour constater le nombre de dépôt de candidature effectif.

Messieurs Simplicio LISSANT et TETUANUI Willy se portent candidats pour l'élection au Maire.

Monsieur POMARE POMMIER propose une suspension de séance pour la préparation des bulletins et rappelle les noms des deux candidats, Simplicio LISSANT et Willy TETUANUI.

Monsieur POMARE POMMER informe que les bulletins seront distribués, il demande aux Elus de ne rien inscrire sur les bulletins car toute rature peut rendre le vote nul.

Il demande aux assesseurs Astride et Heiranie de prendre place devant l'urne.

Le directeur général des services procède à l'appel de chaque conseiller.

Monsieur TIRAO donne le nombre de votant qui est de 34 et dit qu'il est possible de procéder au dépouillement.

Monsieur POMARE POMMIER reprend la parole et demande de passer au comptage des enveloppes.

Madame MARA Astride donne le nombre d'enveloppes qui est de 34

Monsieur POMARE POMMIER demande de procéder au dépouillement des enveloppes.

Monsieur POMARE POMMIER remercie les assesseurs et communique les résultats

Nombre de conseillers présents	30
Nombre de conseillers n'ayant pas pris part au vote	1
Nombre de votant/enveloppes déposés	34
LISSANT Simplicio	33
TETUANUI Willy	1

Monsieur POMARE POMMIER proclame l'élection du Maire et cède la présidence au Maire.

Monsieur LISSANT Simplicio prend la parole et remercie les conseillers municipaux ainsi que l'ensemble des personnes présentes.

Il remercie monsieur POMARE POMMIER, madame MARA Astride et madame TUTEINA Heiranie pour avoir mené l'élection avec perfection.

Il adresse ses sincères remerciements à tous les Elus pour avoir exprimé leur confiance à travers ce vote et de l'avoir choisi pour occuper le rôle de Tavana de la Commune de PUNAAUIA. Il félicite monsieur TETUANUI Willy pour avoir candidaté, il dit que c'est une personne très attaché à la démocratie. Il comprend son acte et est persuadé que monsieur TETUANUI apportera sa pierre à l'édifice pour le bien de la population.

Monsieur le Maire exprime toute sa gratitude, il précise avoir des sentiments partagés entre la joie, la fierté, l'humilité mais aussi la tristesse car les circonstances de cette nouvelle élection n'appellent pas aux grandes réjouissances. Il dit qu'en temps normal l'élection d'un Maire découle de l'effervescence d'une élection communale, mais aujourd'hui ce n'est pas le cas mais plutôt la perte d'un être cher et qui de plus est notre Tavana Rony TUMAHAI.

Il rappelle que Tavana est parti trop vite, il est parti vers d'autres horizons, laissant sa place et nous confions les clés de la Commune.

Tavana LISSANT, fait l'éloge de Tavana Rony TUMAHAI. C'était plus qu'un Maire, c'était un METUA, un amis très cher qui n'est plus présent pour donner des conseils

mais il faut accepter et lui faire honneur. Il affirme que la Commune sera toujours entre de bonnes mains.

Il précise que Tavana Rony avait une confiance inébranlable en tous les Elus pour poursuivre son œuvre. Il affirme que la prise de commande de la commune implique une lourde responsabilité que tous les Elus doivent partager

Il cite une anecdote en disant que Tavana Rony avait réussi un tour de force incroyable, qui était de fédérer les Elus pour l'intérêt de la population de PUNAAUIA et ce bien au-delà des appartenances politiques des uns et des autres.

Il rappelle qu'il y a un plan directeur pour PUNAAUIA 2020 et que tous ont contribué à l'élaboration de cette feuille de route suite aux élections, marquant ainsi les ambitions pour PUNAAUIA.

Il profite du moment pour remercier les Elus qui ont rejoint par la suite le conseil municipal et qui ont également adhéré à cette vision, notamment monsieur LEBOUCHER Michel, madame PATII Terava et aujourd'hui la toute nouvelle madame TUTEINA Heiranie. Il dit qu'ils n'ont pas eu l'occasion de participer à l'élaboration de cette feuille de route mais il constate qu'ils sont dans cet esprit de travail d'équipe.

Il est particulièrement fier de faire partie de cette équipe et d'avoir l'opportunité aujourd'hui de la mener. Il dit que les directeurs, les chefs de service sont les bras armés du conseil municipal sans eux les décisions et les choix des Elus ne pourraient se concrétiser.

Monsieur le Maire, appelle aujourd'hui à la cohésion d'équipe entre les Elus et les techniciens, il rappelle que chacun a un rôle à jouer et qu'il faut absolument poursuivre les actions et travailler efficacement.

Il affirme qu'il sera digne de la responsabilité importante qui est d'être TAVANA. Il ne souhaite pas devenir Tavana Rony mais il aimerait poursuivre le travail qu'il a initié, et pour cela il mettra toutes ses compétences au service de la Commune et de sa population. Il le fera à sa propre manière mais il fera en sorte de toujours le faire dans le respect que Tavana Rony aurait souhaité.

Il dit que nous aurions dû fêter aujourd'hui l'anniversaire de Tavana Rony, il aurait eu 70 ans. Il aurait été officiellement un des MATAHIPO de la Commune. Le connaissant, espiègle comme il est, il est bien content de s'être arrêté à 69 ans. Il se souvient du jour de ses 69 ans, Tavana Rony avait dit vouloir rester à 69 ans.

Il fait une promesse à toutes les personnes présentes, celle de toujours faire de son mieux, guidé par le sens du service public, pour l'intérêt général et aussi la transparence et le partage de l'information. Sans s'attarder d'avantage car il y a beaucoup de travail il voudrait juste terminer en assurant encore une fois à la famille de Tavana qu'ils sont à la mairie comme chez eux.

III. ELECTION DES ADJOINTS

Monsieur le Maire propose de poursuivre les points à l'ordre du jour et commence par rappeler les dispositions de la délibération n° 26/2014 du 05 avril 2014 fixant le nombre d'adjoints au Maire de la Commune de PUNAAUIA, au nombre de 10. C'est-à-dire 30% de l'effectif du conseil municipal qui est de 35 Elus.

Il demande au Directeur général des services par intérim, monsieur TIRAO Mano-Ura de rappeler les dispositions du CGCT en matière d'élection des adjoints.

Monsieur TIRAO prend la parole et cite l'article L. 2122-7-2 du code général des collectivités territoriales :

« Dans les communes de 1 000 habitants et plus, les adjoints sont élus au scrutin de liste à la majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel. Sur chacune des listes, l'écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un »

« Si, après deux tours de scrutin, aucune liste n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, les candidats de la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée sont élus »

Monsieur le Maire, demande s'il y a des questions à ce sujet et propose d'élire la liste des adjoints suivant :

1^{er} adjoint : Aitu POMARE POMMIER

2^{ème} adjoint : Tatiana DUBOIS

3^{ème} adjoint : Marc TATARATA

4^{ème} adjoint : Tania MANEA-LYAU

5^{ème} adjoint : Cathy PUCHON

6^{ème} adjoint : Ismaël HAPAITAHAA

7^{ème} adjoint : Hinano TEISSIER

8^{ème} adjoint : Marie-Rose TEURU

9^{ème} adjoint : Antoine RUA

10^{ème} adjoint : Georges DOOM

Monsieur le Maire, demande s'il y a une autre liste d'adjoints. Puisqu'aucune autre liste n'est déposée monsieur le Maire propose de procéder à la distribution des bulletins ainsi que des enveloppes, il demande également aux deux assesseurs de prendre place pour l'opération de dépouillement

Il rappelle aux Elus qu'il ne faut pas raturer ni apposer quelques signes que ce soit auquel cas le bulletin sera compté comme nul.

Monsieur LISSANT, demande au directeur général des services d'appeler chaque conseiller à déposer leurs enveloppes dans l'urne

Monsieur POMARE POMMIER prend la parole pour avertir que deux bulletins ont été distribués un bulletin blanc et un bulletin avec la liste.

Il demande aux Elus d'être vigilant et de ne mettre qu'un bulletin dans l'enveloppe.

Monsieur LISSANT demande si tout le monde est prêt et appelle les deux assesseurs Heiranie et Astride pour se présenter devant l'urne.

Il demande également à monsieur TIRAO de bien vouloir faire l'appel des Elus

Monsieur le Maire propose de commencer le dépouillement

Madame Tania MANEA-LYAU annonce le décompte

Nombre de conseillers présents	30
Nombre de conseillers n'ayant pas pris part au vote	1
Nombre de votant/enveloppes déposés	34
Liste complète	33
Bulletin blanc	1

Monsieur LISSANT remercie les Elus pour leurs suffrages et appelle tous les adjoints individuellement pour la remise des écharpes.

Monsieur le Maire souhaite que l'on applaudisse monsieur Yves CHING qui a volontairement cédé sa place d'adjoint pour se consacrer pleinement à ses fonctions d'Elus à l'assemblée de la Polynésie Française.

Madame MANEA – LYAU, secrétaire de séance poursuit l'ordre du jour.

IV. ORGANISATION DE L'EXECUTIF DE LA COMMUNE

▪ ***Projet de délibération n° 168/2018 du 07 septembre 2018 portant délégation de pouvoir du Conseil municipal au Maire***

Le Conseil municipal est l'organe délibérant de la Commune. Il règle par ses délibérations les affaires de la Commune (art. L2121-29).

1. Le Conseil organise l'exécutif de la Commune : élection du Maire, définition du nombre d'adjoints, élection des adjoints, élection des délégués dans les syndicats intercommunaux, élection des représentants à la commission d'appel d'offres, etc.
2. Le Conseil veille à la gestion administrative des affaires courantes de la Commune : création de comités consultatifs, détermination de services dont il se propose d'assurer l'exploitation en régie, position sur l'adhésion ou le retrait à une structure de coopération intercommunale, formation de

commissions chargées d'étudier des questions qui lui sont soumises pour l'administration ou par l'un des conseillers en exercice, etc.

3. Le Conseil autorise et contrôle la gestion financière de la Commune : délibération sur les budgets, le compte administratif, débat et arrêt des comptes de deniers du receveur, débats d'orientation budgétaire, délibération sur le remboursement anticipé des emprunts, etc.
4. Le Conseil contrôle l'exécution de ces décisions : le Maire procède à un compte-rendu détaillé de l'exercice de sa délégation, possibilité de former en son sein des commissions spécifiques destinées à examiner les questions qui lui sont soumis et les affaires posant questions, etc.

Le Conseil municipal peut déléguer directement au Maire un certain nombre d'attributions limitativement énumérées à l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales (CGCT). Les décisions prises dans le cadre de ces délégations sont signées personnellement par le Maire, à charge pour lui d'en rendre compte au Conseil municipal, en application de l'article L. 2122-23 du CGCT. Il précise les modalités de délégation de compétences du Conseil municipal au Maire pendant la durée de son mandat.

Les dispositions de l'article L 2122-22 du CGCT sont les suivantes :

Le Maire peut, en outre, par délégation du conseil municipal, être chargé, en tout ou partie, et pour la durée de son mandat :

1. *D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux ;*
2. *De fixer, dans les limites déterminées par le conseil municipal, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal ;*
3. *De procéder, dans les limites fixées par le conseil municipal, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du code ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires;*
4. *De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;*
5. *De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;*
6. *De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;*

7. *De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux;*
8. *De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;*
9. *D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;*
10. *De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;*
11. *De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, avoués, huissiers de justice et experts ;*
12. *De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ; (non applicable en Polynésie française) ;*
13. *De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme;*
14. *D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code dans les conditions que fixe le conseil municipal ;*
15. *D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil municipal ;*
16. *De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le conseil municipal ;*
17. *(non applicable en Polynésie française);*
18. *(non applicable en Polynésie française);*
19. *De réaliser les lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil municipal ;*
20. *(non applicable en Polynésie française);*
21. *(non applicable en Polynésie française).*

La loi n° 2016-1658 du 05 décembre 2016 relative à l'élection des conseillers municipaux dans les communes associées de la Polynésie française et à la modernisation du Code général des collectivités territoriales (CGCT) applicable aux communes de Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics, modifie l'alinéa 4° de l'article 2122-22 du CGCT. L'augmentation par avenant du montant initial d'un marché passé dans le cadre de la délégation donnée au maire n'est plus soumise au seuil de 5%.

Par ailleurs, en juillet 2017, le Pays a adopté le Code polynésien des marchés publics applicable aux communes de Polynésie française et au Pays ainsi qu'à leurs établissements publics respectifs, code entrée en vigueur depuis le 1er janvier 2018. Il modifie notamment les différents seuils des marchés publics. Le seuil le plus élevé, à hauteur de 20 000 000 F CFP HT, concerne les marchés passés selon les procédures formalisées.

Monsieur POMARE-POMMIER procède à la lecture du projet de délibération.

Madame MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	34
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 168/2018 du 07 septembre 2018 a été adoptée à l'unanimité.

Madame MANEA-LYAU demande aux Elus de bien vouloir passer directement à la délibération n°171/2018 car pour mener à bien l'élection de la commission d'appel d'offres, il convient en amont de fixer les conditions de dépôt des listes puis de procéder à l'élection des suppléants et des membres titulaires. Ces deux actions peuvent se tenir au court d'une même séance avec une suspension de séance prévu entre les deux actions.

Toutes ces raisons font qu'il faut voter la délibération 171/2018 avant la délibération n°169/2018 pour que vers 11h il soit possible de passer à la délibération concernant le vote des membres de la CAO. Il faut donner le temps de faire une liste.

▪ ***Projet de délibération n° 171/2018 du 07 septembre 2018 fixant les conditions de dépôt de listes pour l'élection des membres de la commission d'appel d'offres***

Afin de permettre à la Commune de PUNAAUIA d'organiser la passation de ses marchés publics, conformément au code polynésien des marchés publics rendu applicable aux communes de la Polynésie française par la Loi de Pays n° 2017-14 du 13 juillet 2017 et entrée en vigueur depuis le 1er janvier 2018 et aux articles L. 2122-22 et L 2241-6 du Code général des collectivités territoriales, il convient de mettre en place une commission d'appel d'offres (CAO).

Selon l'article LP 311-4 du code polynésien des marchés publics, les CAO des communes de 3500 habitants et plus sont composées de membres à voix délibérative : « le Maire ou son représentant, président, et cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste (...). Il est procédé, selon les mêmes modalités, à la désignation ou à l'élection de suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires »

La CAO comprend :

- Le Maire de la Commune, Président de la CAO de droit, ou son représentant,
- Cinq membres titulaires et cinq membres suppléants élus.

Par conséquent, les candidatures prennent la forme d'une liste comprenant les noms des candidats.

Pour mener à bien l'élection de la Commission, il convient donc en amont, de fixer les conditions de dépôt des listes, puis de procéder à l'élection de suppléants en nombre égal à celui de membres titulaires, par l'assemblée délibérante. Ces deux actions pouvant se tenir au cours de la même séance, une suspension de séance sera prévue entre les deux actions.

Monsieur POMARE POMMIER procède à la lecture du projet de délibération.

Madame MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Sortie de monsieur Michel LEBOUCHER qui donne procuration à madame Terava PATII

Madame MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	34
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 171/2018 du 07 septembre 2018 a été adoptée à l'unanimité.

▪ ***Projet de délibération n° 169/2018 du 07 septembre 2018 portant composition des commissions permanentes d'élus***

L'article L. 2121-22 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) permet au Conseil municipal de constituer des commissions d'instruction composées exclusivement de conseillers municipaux.

Dans les communes de plus de 1 000 habitants, les différentes commissions municipales doivent être composées de façon à respecter le principe de la représentation proportionnelle permettant l'expression pluraliste des élus.

Les commissions permanentes émettent des avis, des recommandations ou approuvent des rapports et des avant-projets d'actes n'ayant aucun caractère contraignant pour l'autorité habilitée à les adopter en définitive. Elles ne sont pas publiques mais peuvent néanmoins inviter toute personne de son choix qu'il serait utile que la commission entende pour se faire une bonne opinion de la problématique qui lui est soumise.

Elles sont convoquées par le Maire, qui en est le Président de droit, dans les huit jours qui suivent leur nomination ou à plus bref délai sur demande de la majorité des membres qui les composent. Elles comportent chacune au plus neuf (9) élus municipaux. Lors de leur première réunion, les commissions désignent un vice-président qui pourra les convoquer et présider la commission en cas d'absence ou d'empêchement du Maire.

Il convient à présent de désigner, au scrutin secret, sauf si le Conseil municipal décide à l'unanimité de ne pas y procéder (art. L. 2121-21 du CGCT), ceux qui siégeront dans les commissions permanentes d'élus en respectant le principe de la représentation proportionnelle soit 6 membres de la majorité et 3 membres des listes minoritaires par commission.

Monsieur POMARE POMMIER procède à la lecture du projet de délibération.

Monsieur POMARE POMMIER explique qu'il va lire la délibération puis passer la parole à monsieur le Maire pour qu'il complète chaque liste .

Commission des affaires administratives :

1. Madame Cathy PUCHON, 5^{ème} adjointe au maire ;
2. Madame Hinano TEISSIER, 7^{ème} adjointe au maire ;
3. Monsieur Georges DOOM, 10^{ème} adjoint au maire ;
4. Monsieur Jean-Pierre CHING, conseiller ;
5. Madame Juliana SANQUER, conseillère ;
6. Madame Astride MARA, conseillère ;
7. Madame Monette HARUA, conseillère ;
8. Madame Patricia TERIITERAAHAUMEA, conseillère ;
9. Madame Aimata HOPU, conseillère ;

Madame MANEA-LYAU propose de passer au vote les membres de la commission des affaires administratives

VOTE	
POUR	34
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La composition des membres a été adoptée à l'unanimité.

Commission de l'animation et de la vie locale :

1. Madame Tatiana DUBOIS, 2^{ème} adjointe au maire ;
2. Monsieur Ismaël HAPAITAHAA, 6^{ème} adjoint au maire ;
3. Madame Marie-Rose TEURU, 8^{ème} adjointe au maire ;
4. Madame Marguerite JURD, conseillère ;

5. Madame Imelda TEATIU, conseillère ;
6. Madame Heiranie TUTEINA, conseillère ;
7. Madame Terava PATII, conseillère ;
8. Madame Monette HARUA, conseillère ;
9. Madame Aimata HOPU, conseillère ;

Madame MANEA-LYAU propose de passer au vote les membres de la commission animation et vie locale

VOTE

POUR	34
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La composition des membres a été adoptée à l'unanimité.

Commission de la qualité de la vie :

1. Monsieur Marc TATARATA, 3^{ème} adjoint au maire ;
2. Monsieur Antoine RUA, 9^{ème} adjoint au maire ;
3. Monsieur Paul PERE, conseiller ;
4. Madame Layana ATAE, conseillère ;
5. Madame Mareta MAITI, conseillère ;
6. Monsieur Irwin FAATAU, conseiller ;
7. Madame Dylma ARO, conseillère ;
8. Monsieur Patrick HOWELL, conseiller ;
9. Monsieur Willy TETUANUI, conseiller ;

Madame MANEA-LYAU propose de passer au vote les membres de la commission qualité de la vie

VOTE

POUR	34
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La composition des membres a été adoptée à l'unanimité.

Commission des équipements et du développement communal :

1. Monsieur Aitu POMARE POMMIER, 1er adjoint au maire ;
2. Madame Tania MANEA épouse LYAU, 4^{ème} adjointe au maire ;
3. Monsieur Gustave VAN BASTOLAER, conseiller ;
4. Madame Edmée TAHUTINI, conseillère ;

5. Monsieur Christian VERNAUDON, conseiller ;
6. Monsieur André TEAHU, conseiller ;
7. Monsieur Michel LEBOUCHER, conseiller ;
8. Madame Terava PATII, conseillère ;
9. Monsieur Willy Tetuanui, conseiller ;

Madame MANEA-LYAU propose de passer au vote les membres de la commission équipements et développement communal

VOTE

POUR	34
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La composition des membres a été adoptée à l'unanimité.

Commission des ressources :

1. Monsieur Aitu POMARE POMMIER, 1er adjoint au maire ;
2. Madame Tania MANEA épouse LYAU, 4^{ème} adjointe au maire ;
3. Madame Cathy PUCHON, 5^{ème} adjointe au maire ;
4. Monsieur Georges DOOM, 10^{ème} adjoint au maire ;
5. Monsieur Yves CHING, conseiller ;
6. Madame Bellinda BAMBRIDGE-RICHERD, conseillère ;
7. Madame Terava PATII, conseillère ;
8. Monsieur Patrick HOWELL, conseiller ;
9. Monsieur Willy TETUANUI, conseiller ;

Madame MANEA-LYAU propose de passer au vote les membres de la commission des ressources

VOTE

POUR	34
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La composition des membres a été adoptée à l'unanimité

Madame MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	34
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 169/2018 du 07 septembre 2018 a été adoptée à l'unanimité.

▪ ***Projet de délibération n° 170/2018 du 07 septembre 2018 portant composition de la commission spéciale d'attribution des aides communales***

La commission spéciale d'attribution des aides communales a été mise en place pour examiner les dossiers traitants des thématiques suivantes :

- L'attribution des bourses de cantine communales ;
- la sélection des bénéficiaires participant aux manifestations sociales telles l'opération rentrée scolaire, l'équipement et la dotation en trousseau de certains élèves, les enfants démunis pour une prise en charge totale à des CLSH, la participation à des programmes PISAN, etc. ;
- L'identification des bénéficiaires aux formations initiées par la commune telles les ateliers de cuisine, l'obtention du permis côtier, la formation de pêche, les formations d'insertion, etc. ;
- La définition des listes de bénéficiaires à l'aide alimentaire (épicerie solidaire, dons aux familles nécessiteuses, etc.) ;
- L'attribution d'aides matérielles pour la rénovation d'habitation (délibération cadre à définir)

La commission est composée de sept (07) membres titulaires arrêtés par délibération du Conseil municipal, dans le respect du principe de la représentation proportionnelle permettant l'expression pluraliste des élus. Le septième membre de la commission est un représentant du ministère de la solidarité.

Madame PUCHON procède à la lecture du projet de délibération.

Commission spéciale d'attribution des aides communales :

1. Madame Cathy PUCHON, 5ème adjointe au maire ;
2. Monsieur Ismaël HAPAITAHAA, 6ème adjoint au maire ;
3. Madame Marie-Rose TEURU, 8ème adjointe au maire ;
4. Monsieur Jean-Pierre CHING, Conseiller ;
5. Madame Imelda TEATIU, Conseillère ;
6. Monsieur Willy TETUANUI, Conseiller ;
7. Le représentant du ministère des solidarités

Madame MANEA-LYAU propose de passer au vote les membres de la commission spéciale d'attribution des aides communales

VOTE

POUR	34
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La composition des membres a été adoptée à l'unanimité.

Madame MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	34
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 170/2018 du 07 septembre 2018 a été adoptée à l'unanimité.

Madame MANEA-LYAU annonce que le projet de délibération n°172/2018 est aussi reporté car il faut respecter le délai de dépôt de liste qui est fixé à 11h. Elle suggère de passer directement à la délibération n°173/2018.

V. DESIGNATION DES REPRESENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL DANS LES ORGANISMES EXTERIEURS

- ***Projet de délibération n° 173/2018 du 07 septembre 2018 portant désignation des membres du Conseil d'exploitation de la régie de l'eau potable***

Par délibération n° 08/2011 du 25 mars 2011, le Conseil municipal a créé la Régie de l'eau potable de la Commune et les statuts y afférents.

La Régie est administrée par un conseil d'exploitation, dont les membres sont composés de 7 membres, dont 2 personnes extérieures non élues, désignées sur proposition du Maire par le Conseil municipal, jusqu'à la fin de l'exercice du mandat en cours.

Les deux organismes extérieurs pressentis pour composer le Conseil d'exploitation sont la SEM VAITAMA et un représentant du ministère de l'Environnement. A défaut d'une nomination d'un représentant par le Pays, le Directeur général des

services de la Commune de PUNAAUIA sera nommé membre du Conseil d'exploitation.

Conformément à l'article 7 des statuts de la Régie, en cas de démission ou de décès de l'un de ses membres, le Conseil municipal doit pourvoir à son remplacement par un représentant du collège auquel il appartient.

Monsieur VAN BASTOLAER procède à la lecture du projet de délibération.

Conseil d'exploitation de la régie de l'eau potable :

1. Monsieur Gustave VAN BASTOLAER, conseiller ;
2. Madame Marie-Rose TEURU, 8ème adjointe au maire ;
3. Madame Edmée TAHUTINI, conseillère ;
4. Madame Patricia TERITERAAHAUMEA, conseillère ;
5. Monsieur Willy TETUANUI, conseiller ;
6. Le représentant de la SEM VAITAMA ;
7. Le représentant du ministère de l'Environnement ou le Directeur général des services de la Commune.

Madame MANEA-LYAU propose de passer au vote les membres du conseil d'exploitation de la régie de l'eau potable

VOTE

POUR	34
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La composition des membres a été adoptée à l'unanimité.

Madame MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	34
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 173/2018 du 07 septembre 2018 a été adoptée à l'unanimité.

▪ **Projet de délibération n° 174/2018 du 07 septembre 2018 portant désignation des membres du Conseil d'exploitation de la régie des déchets**

Par délibération n° 13/2011 du 25 mars 2011, le Conseil municipal a créé la Régie de la gestion des déchets de la Commune et les statuts y afférents.

La Régie est administrée par un conseil d'exploitation composé de cinq membres élus et d'un membre extérieur non élu, désigné sur proposition du Maire, jusqu'à la fin de l'exercice du mandat en cours.

Conformément à l'article 7 des statuts de la Régie, en cas de démission ou de décès de l'un de ses membres, le Conseil municipal doit pourvoir à son remplacement par un représentant du collège auquel il appartient.

Madame MAITI procède à la lecture du projet de délibération.

Membres du Conseil d'exploitation de la régie des déchets :

1. Madame Tania MANEA épouse LYAU, 4ème adjointe au maire ;
2. Madame Mareta MAITI, conseillère ;
3. Madame Imelda TEATIU, conseillère ;
4. Madame Monette HARUA, conseillère ;
5. Monsieur Willy TETUANUI, conseiller ;
6. Le représentant du ministère de l'Environnement ou le Directeur général des services de la Commune

Madame MANEA-LYAU propose de passer au vote les membres du conseil d'exploitation de la régie des déchets

VOTE

POUR	34
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La composition des membres a été adoptée à l'unanimité.

Madame MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	34
-------------	-----------

CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 174/2018 du 07 septembre 2018 a été adoptée à l'unanimité.

▪ ***Projet de délibération n° 175/2018 du 07 septembre 2018 portant désignation des membres du Conseil d'exploitation de la restauration scolaire***

1. Rappel du contexte

Par délibération n° 156/2016 du 11 août 2016, le Conseil municipale a créé la régie de la restauration scolaire afin d'assurer le service public de restauration. La régie bénéficie d'un budget propre annexé au budget principal de la Ville.

Il convient de procéder à la nomination des membres du Conseil d'exploitation

2. Mode de gestion

La régie est administrée sous l'autorité du Maire et du Conseil municipal, par un conseil d'exploitation et un directeur de régie désignés dans les mêmes conditions sur propositions du Maire. Elle ne possède pas de personnalité juridique.

Le Conseil d'exploitation est composé de 9 membres dont :

- 5 représentants élus du Conseil municipal,
- 1 directeur d'école représentant les écoles maternelles,
- 1 directeur d'école représentant des écoles élémentaires,
- 1 représentant des associations de parents d'élèves pour les écoles maternelles,
- 1 représentant des associations de parents d'élèves pour les écoles élémentaires.

3. Cadre procédural

Les membres du Conseil d'exploitation sont nommés par le Conseil municipal conformément à l'article L 2221-14 du Code général des collectivités territoriales et aux articles VII et VIII des statuts de la régie de la restauration scolaire.

Le Conseil d'exploitation élit en son sein un Président et un Vice-président.

Il convient en conséquence de désigner les cinq membres représentants élus du Conseil municipal au Conseil d'exploitation de la régie de la restauration scolaire.

Monsieur CHING Jean-Pierre procède à la lecture du projet de délibération.

Les membres du Conseil d'exploitation de la restauration scolaire sont les suivants :

1. Madame Tatiana DUBOIS, 2ème adjointe au maire ;
2. Madame Tania MANEA, 4ème adjointe au maire ;
3. Madame Cathy PUCHON, 5ème adjointe au maire ;
4. Monsieur Jean-Pierre CHING, conseiller ;
5. Madame Patricia TERITERAAHAUMEA, conseillère ;
6. 1 directeur d'école représentant les écoles maternelles ;
7. 1 directeur d'école représentant les écoles élémentaires ;
8. 1 représentant des associations des parents d'élèves pour les écoles maternelles ;
9. 1 représentant des associations des parents d'élèves pour les écoles élémentaires.

Madame MANEA-LYAU propose de passer au vote les membres du conseil d'exploitation de la restauration scolaire

VOTE

POUR	34
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La composition des membres a été adoptée à l'unanimité.

Madame MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	34
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 175/2018 du 07 septembre 2018 a été adoptée à l'unanimité.

- ***Projet de délibération n° 176/2018 du 07 septembre 2018 portant désignation des membres du Conseil municipal au Comité syndical du Syndicat pour la Promotion des Communes de Polynésie française (SPCPF)***

Madame MANEA-LYAU reprend le rapport de présentation de la délibération et explique qu'un choix doit être fait. Celui de voter la délibération au scrutin secret ou à main levée.

Après acceptation de tous les élus, c'est à main levée que le vote aura lieu.

Créé en 1980, le Syndicat pour la Promotion des Communes de la Polynésie française (SPCPF) est un syndicat intercommunal à vocation multiple. Il s'agit d'un regroupement de communes au sein d'un établissement public, qui assure pour leur compte certaines prestations ou compétences transférées par ses adhérents.

L'instance décisionnaire du SPCPF est le comité syndical, composé de 92 délégués soit deux délégués par commune. Ce comité comprend des élus représentants les communes adhérentes, pour un mandat de six ans correspondant à la durée du mandat communal.

Les deux délégués de chaque commune ont donc un rôle essentiel, à la fois de décideur pour le SPCPF, mais également de relais entre sa commune et le SPCPF.

Il convient de désigner, au scrutin secret, sauf si le Conseil municipal décide à l'unanimité de ne pas y procéder (art. L. 2121-21), les deux délégués titulaires et deux délégués suppléants qui représenteront la Commune.

Monsieur LISSANT procède à la lecture du projet de délibération.

Sont désignées, en qualité de délégués du Conseil municipal de la commune de PUNAAUIA au comité syndical du Syndicat pour la Promotion des Communes de Polynésie française, les personnes suivantes :

Délégué titulaire	Délégué suppléant
<i>Monsieur Simplicio LISSANT, Maire</i>	<i>Monsieur Patrick HOWELL, Conseiller</i>
<i>Madame Bellinda BAMBRIDGE-RICHERD, Conseillère</i>	<i>Madame Juliana SANQUER, Conseillère</i>

Madame MANEA-LYAU propose de passer au vote les délégués désignés pour représenter les membres du conseil municipal au syndicat pour la promotion des communes de la Polynésie Française

VOTE

POUR	34
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La composition des membres délégués a été adoptée à l'unanimité.

Madame MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	34
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 176/2018 du 07 septembre 2018 a été adoptée à l'unanimité.

▪ ***Projet de délibération n° 177/2018 du 07 septembre 2018 portant désignation des membres du Conseil municipal au Comité syndical du Syndicat intercommunal TE OROPAA***

Le syndicat intercommunal TE OROPAA à vocation unique (SIVU) a été créé en 1974 à l'initiative des maires des communes de FAA'A, PAEA et PUNAAUIA en vue de gérer, d'entretenir et d'améliorer les installations de captage à partir de la PUNARU'U, d'acheminer de l'eau potable aux trois communes qui se chargent de la distribution.

La désignation des représentants du Conseil municipal dans les organismes extérieurs fait partie des mesures à prendre par le Conseil municipal.

Ainsi, il convient de désigner, au scrutin secret, sauf si le Conseil municipal décide à l'unanimité de ne pas y procéder (art. L. 2121-21), les deux délégués titulaires et deux délégués suppléants qui représenteront la Commune.

Monsieur VAN BASTOLAER procède à la lecture du projet de délibération.

Sont désignées en qualité de délégués du Conseil municipal de la commune de PUNAAUIA au comité syndical du Syndicat intercommunal TE OROPAA les personnes suivantes :

Membres titulaires	Membres suppléants
<i>Monsieur Simplicio LISSANT, Maire</i>	<i>Monsieur Irwin FAATAU, Conseiller</i>
<i>Monsieur Gustave VAN BASTOLAER, Conseiller</i>	<i>Madame Marguerite JURD, Conseillère</i>

Madame MANEA-LYAU propose de passer au vote les délégués désignés pour représenter les membres du conseil municipal au syndicat intercommunal TE OROPAA

VOTE

POUR	34
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La composition des membres délégués a été adoptée à l'unanimité.

Madame MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	34
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 177/2018 du 07 septembre 2018 a été adoptée à l'unanimité.

▪ ***Projet de délibération n° 178/2018 du 07 septembre 2018 portant désignation des membres du Conseil municipal au Comité syndical du Syndicat mixte du Contrat de Ville de l'agglomération de Papeete (SMCV)***

La Politique de la ville a été instaurée en Polynésie française en 1994 sous l'impulsion du Haut-commissariat, dans le cadre du contrat de développement 1994-1999.

De 1994 à 1999, les services de l'Etat et la Trésorerie Générale gèrent le dispositif en concertation avec les communes afin d'accompagner la mise en œuvre du contrat de ville de l'agglomération de PAPEETE dans les communes prioritaires. L'évaluation de cette période plaidera pour la formation de compétences locales et une implication plus grande des communes dans le processus décisionnel.

En 2004, les acteurs locaux sous l'impulsion des communes ont décidé d'instituer une structure locale pour gérer ensemble le Contrat de ville. Ainsi, à vu le jour le 25 avril 2005, un syndicat mixte composé des sept communes de l'agglomération concernées (MAHINA, ARUE, PIRAE, PAPEETE, FAA'A, PUNAAUIA et PAEA) et de la collectivité territoriale qu'est la Polynésie française. Les communes de PAPARA et de MOOREA-MAIAO rejoignent le dispositif en 2007.

Le syndicat mixte a pour mission la mise en œuvre du contrat urbain de cohésion sociale de l'agglomération de PAPEETE, conclu entre l'Etat, la Polynésie française et les communes de l'agglomération de PAPEETE. Il est chargée de :

- Définir et conduire le projet de développement urbain et social des quartiers prioritaires à l'échelle de l'agglomération, qui soit le cadre commun de mise en œuvre de la Politique de la ville des signataires du contrat.
- Réaliser ou de faire réaliser toute étude nécessaire aux choix des actions menées

- Verser des subventions aux communes, aux établissements publics, aux associations et à toute personne publique ou privée dont l'objet concourt à la mise en œuvre de cette politique
- Financer des actions au niveau de l'agglomération menées dans le cadre du contrat urbain de cohésion sociale.
- Suivre, évaluer et rendre compte des projets « Politique de la ville » des signataires du contrat.
- Dynamiser le réseau des acteurs locaux en organisant des ateliers de réflexion thématique pour renforcer le partenariat local et contribuer à la mobilisation du droit commun.

Le Syndicat mixte est administré par un conseil syndical formé d'élus représentants chaque commune signataire du CUCS et du représentant de la Polynésie française en charge de la Politique de la ville.

Chaque commune a une voix et est représentée par un élu et un suppléant désignés par le Conseil municipal. La Polynésie française a une voix également et est représentée par le Ministre en charge des collectivités.

L'État ne pouvant faire partie d'un Syndicat mixte, participe toutefois aux instances décisionnelles et de pilotage du Contrat.

Le conseil syndical est dirigé par un bureau constitué d'un président, de 2 vices présidents et d'un secrétaire élus parmi les membres du conseil syndical.

La désignation des représentants du Conseil municipal dans les organismes extérieurs fait partie des mesures à prendre. Il convient ainsi de désigner un membre titulaire et un suppléant du Conseil municipal au scrutin secret, sauf si le Conseil municipal décide à l'unanimité de ne pas y procéder (art. L. 2121-21)

Monsieur DOOM procède à la lecture du projet de délibération.

Sont désignées, en qualité de délégués du Conseil municipal de la commune de PUNAAUIA au conseil syndical du Syndicat mixte du contrat de ville de l'agglomération de PAPEETE, les personnes suivantes :

Membres titulaires	Membres suppléants
<i>Monsieur Georges DOOM, 10^{ème} adjoint au maire</i>	<i>Madame Tatiana DUBOIS, 2^{ème} adjointe au maire</i>

Madame MANEA-LYAU propose de passer au vote les délégués désignés pour représenter les membres du conseil municipal au syndicat mixte du contrat de ville de l'agglomération de PAPEETE

VOTE

POUR	34
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La composition des membres délégués a été adoptée à l'unanimité.

Madame MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	34
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 178/2018 du 07 septembre 2018 a été adoptée à l'unanimité.

- ***Projet de délibération n° 179/2018 du 07 septembre 2018 portant désignation des membres du Conseil municipal au Comité syndical du Syndicat intercommunal pour la gestion de la fourrière animale (SIGFA)***

Le syndicat a pour objet l'accueil et la garde d'animaux trouvés errants ou en état de divagation sur le domaine public et des animaux dangereux notamment en cas de morsure. Cette mission est assurée en collaboration avec des vétérinaires et le cas échéant des associations de protection des animaux. A cet égard, il est chargé :

- De l'aménagement d'une fourrière animale,
- De la gestion technique, administrative et financière de la fourrière animale,
- De l'exploitation totale de la fourrière animale.
- Après avis du vétérinaire, et en application des dispositions prévues par les articles L.211-11 et suivants du code rural, issus de la Loi n°2008-582 du 20 juin 2008, de procéder à l'élimination de l'animal. Toutefois, il peut être prévu la cession à titre gratuit de l'animal, à des fondations ou des associations de protection des animaux disposant d'un refuge qui, seules sont habilités à proposer les animaux à l'adoption par un nouveau propriétaire.

La désignation des représentants du Conseil municipal dans les organismes extérieurs fait partie des mesures à prendre par le Conseil municipal. Il convient ainsi de désigner deux membres titulaires et deux suppléants du Conseil municipal au scrutin secret, sauf si le Conseil municipal décide à l'unanimité de ne pas y procéder (art. L. 2121-21).

Madame ATAÉ procède à la lecture du projet de délibération.

Sont désignées, en qualité de délégués du Conseil municipal de la commune de PUNAAUIA au comité syndical du Syndicat intercommunal pour la gestion de la fourrière animale (SIGFA), les personnes suivantes :

Délégué titulaire	Délégué suppléant
<i>Monsieur Simplicio LISSANT, Maire</i>	<i>Madame Tania MANEA-LYAU, 4^{ème} adjointe au maire</i>
<i>Madame Layana ATAÉ, Conseillère</i>	<i>Monsieur Paul PERE, Conseiller</i>

Madame MANEA-LYAU propose de passer au vote les délégués désignés pour représenter les membres du conseil municipal au syndicat intercommunal pour la gestion de la fourrière animale (SIGFA)

VOTE

POUR	34
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La composition des membres délégués a été adoptée à l'unanimité.

Madame MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	34
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 179/2018 du 07 septembre 2018 a été adoptée à l'unanimité.

- ***Projet de délibération n° 180/2018 du 07 septembre 2018 portant désignation des membres du Conseil municipal au sein de la SEM VAITAMA pour l'assainissement des eaux usées***

La société d'économie mixte VAI TAMA a été créée en 2000, dans le but d'assurer la gestion du service public d'assainissement collectif, concédé par la Polynésie française pour une durée de 20 ans, avec pour mission :

- La réalisation et l'exploitation de réseaux d'assainissement, comportant la collecte, le transport, le traitement des eaux usées domestiques ou industrielles et le rejet des effluents traités ;
- Les études préalables à ces opérations et à leur mise en œuvre ;
- La création, la mise en place, la réparation et l'entretien des installations ainsi que des matériels s'y rapportant ;
- Le suivi des raccordements des nouvelles constructions.

Le périmètre d'intervention défini dans les statuts est la Polynésie française. Dans les faits, elle n'assure la gestion du service d'assainissement de la seule commune de PUNAAUIA. Le capital social de la SEM est de 10 millions de francs. La commune de PUNAAUIA est actionnaire minoritaire de la SEM (20%).

La Commune définit à l'heure actuelle son schéma directeur d'assainissement des eaux usées. Un des objectifs de ce schéma directeur est d'organiser (inventaire et diagnostic des ouvrages délégués à la SEM) la gestion du service des eaux usées par la Commune. Le calendrier retenu par le Code général des collectivités territoriales pour l'exercice de cette compétence par la Commune a été repoussé à 2024.

La désignation des représentants du Conseil municipal dans les organismes extérieurs fait partie des mesures à prendre par le Conseil municipal.

Il convient ainsi de désigner deux administrateurs, membres issus du Conseil municipal, au scrutin secret, sauf si le Conseil municipal décide à l'unanimité de ne pas y procéder (art. L. 2121-21).

Monsieur POMARE-POMMIER procède à la lecture du projet de délibération.

Sont désignés en qualité d'administrateurs de la commune de PUNAAUIA au sein de la SEM pour l'assainissement des eaux usées dénommée VAI TAMA les membres du Conseil municipal suivants :

Administrateurs
<i>Monsieur Simplicio LISSANT, Maire</i>
<i>Monsieur Patrick HOWELL, Conseiller</i>

Madame MANEA-LYAU propose de passer au vote les administrateurs de la commune de PUNAAUIA au sein de la SEM pour l'assainissement des eaux usées dénommée VAI TAMA

VOTE	
POUR	34
CONTRE	0

ABSTENTION

0

La composition des administrateurs a été adoptée à l'unanimité.

Madame MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR

34

CONTRE

0

ABSTENTION

0

La délibération n° 180/2018 du 07 septembre 2018 a été adoptée à l'unanimité.

- ***Projet de délibération n° 181/2018 du 07 septembre 2018 portant désignation des membres du Conseil municipal au Comité syndical du Syndicat mixte ouvert pour la gestion des déchets FENUA MA (SMO)***

Créé en septembre 2012, dans le cadre de la mise en œuvre d'une politique cohérente de développement durable en Polynésie française, le syndicat mixte a pour objet la gestion du service public d'élimination des déchets en général, ménagers et non ménagers, assimilés et spéciaux en particulier, tel que prévus notamment par les dispositions de l'article 43 de la loi organique n°2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ainsi que les articles L.2224-13 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

La Commune de PUNAAUIA est une commune adhérente de ce syndicat. La désignation des représentants du Conseil municipal dans les organismes extérieurs fait partie des mesures à prendre par le Conseil municipal.

Il convient ainsi de désigner un délégué titulaire et un délégué suppléant, membres issus du Conseil municipal, au scrutin secret, sauf si le Conseil municipal décide à l'unanimité de ne pas y procéder (art. L. 2121-21).

Monsieur POMARE-POMMIER procède à la lecture du projet de délibération.

Sont désignées, en qualité de délégués du Conseil municipal de la commune de PUNAAUIA au comité syndical du Syndicat mixte ouverte pour la gestion des déchets, les personnes suivantes :

Délégué titulaire	Délégué suppléant
--------------------------	--------------------------

<i>Monsieur Simplicio LISSANT, Maire</i>	<i>Monsieur André TEAHU, Conseiller</i>
--	---

Madame MANEA-LYAU propose de passer au vote les délégués du Conseil municipal de la commune de PUNAAUIA au comité syndical du Syndicat mixte ouverte pour la gestion des déchets

VOTE

POUR	34
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La composition des membres délégués a été adoptée à l'unanimité.

Madame MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	34
CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 181/2018 du 07 septembre 2018 a été adoptée à l'unanimité.

- **Projet de délibération n° 172/2018 du 07 septembre 2018 portant élection des membres de la commission d'appel d'offres**

Sortie de madame BAMBRIDGE-RICHERD qui donne procuration à monsieur FAATAU

Tavana LISSANT dit qu'il n'y a qu'une liste qui a été déposée pour l'élection des membres de la commission d'appel d'offre. Il procède à la lecture de la liste des membres et dit que le vote se fera par bulletin secret et demande aux deux assesseurs de prendre place.

Membres titulaires	Membres suppléants
Monsieur Aitu POMARE POMMIER, 1 ^{er} adjoint au Maire	Monsieur Yves CHING, Conseiller
Monsieur Marc TATARATA, 3 ^{ème} adjoint au Maire	Monsieur André TEAHU, Conseiller
Madame Cathy PUCHON, 5 ^{ème} adjointe au Maire	Madame Imelda TEATIU, Conseillère
Monsieur Patrick HOWELL, Conseiller	Monsieur Michel LEBOUCHER, Conseiller
Madame Monette HARUA, Conseillère	Madame Terava PATII, Conseillère

Tavana LISSANT, demande à monsieur TIRAO, directeur général des services par intérim de bien vouloir donner des explications concernant ce vote.

Monsieur TIRAO prend la parole et explique que le code des marchés a été réformé au 1^{er} janvier 2018. Il est désormais imposé d'élire les membres de la commission d'appel d'offre pendant la séance du conseil municipal alors qu'auparavant les membres étaient nommés directement.

Tavana Simplicio, demande à monsieur TIRAO de bien vouloir procéder à l'appel des Elus pour le vote et demande aux assesseurs de procéder au comptage des bulletins

Les assesseurs comptabilisent 34 votants.

Monsieur LISSANT demande de procéder au dépouillement.

Madame MANEA-LYAU annonce le décompte.

Tavana LISSANT demande d'applaudir les deux assesseurs et les remercie pour le travail effectué.

Nombre de conseillers présents	30
Nombre de conseillers n'ayant pas pris part au vote	1
Nombre de votant/enveloppes déposés	34
Liste 1	34
Bulletin blanc	0

Monsieur POMARE POMMIER procède à la lecture du projet de délibération.

Madame MANEA-LYAU met le projet de délibération au débat.

PAS DE DEBAT

Madame MANEA-LYAU propose de passer au vote.

VOTE

POUR	34
-------------	-----------

CONTRE	0
ABSTENTION	0

La délibération n° 172/2018 du 07 septembre 2018 a été adoptée à l'unanimité.

V. QUESTIONS DIVERSES

Monsieur André TEAHU prend la parole et remercie le pasteur pour la prière ainsi que la famille de Tavana Rony TUMAHAI, pour leur présence, Tavana LISSANT, l'ensemble des Elus et la population qui nous écoute. Cette année 2018, trois piliers de Punaauia ont disparu, cela est sûr. La première, madame Germaine VII, qui était une ancienne adjointe au Maire à l'époque de Monsieur Robert PEA, le deuxième est monsieur Edouard LUCAS qui était aussi un ancien adjoint au Maire, directeur d'école et membre de l'association « les amis de Jacques VII » et aussi président de l'association Tamarii Punaru'u et enfin le troisième, monsieur Rony TUMAHAI, trésorier de l'association Tamarii Punaru'u, directeur de l'école Manotahi et aussi membre de l'association « les amis de Jacques VII ».

Il demande pour le souvenir des deux hommes s'il était possible que la salle omnisport de Manotahi soit appelée « salle Ronald TUMAHAI » en pensant à sa femme et à l'école Manotahi dont il était le directeur. Ensuite, que la salle de Outumaoro soit appelée « salle Edouard LUCAS » pour se souvenir de son travail de président de l'association Tamarii Punaru'u et de l'école Maehaa nui dont il était le premier directeur. Il remercie tous de l'avoir écouté.

Monsieur LISSANT remercie monsieur TEAHU pour toutes ces intentions. Il dit qu'il est vrai que cette année, nous avons subi plusieurs décès sur Punaauia.

Pour toutes ces demandes, il indique que c'est au conseil municipal de décider. Des travaux débiteront sur Outumaoro d'ici à la fin du mois et dès que les travaux seront achevés, ils décideront pour les noms.

Madame TERIITERAAHAUMEA, félicite monsieur le Maire ainsi que les Adjoints. Elle demande s'il serait possible de revoir le conditionnement (la climatisation) de la salle du conseil municipal pour pouvoir travailler dans de meilleures conditions. Elle témoigne recevoir le froid de la clim dans le dos et rappelle que cette situation est inconfortable.

Elle formule une interrogation concernant la sécurité. Elle a remarqué de plus en plus de regroupement de jeunes effectuant des trafics à la plage de 2+2=4. Elle affirme qu'ils n'ont plus peur de rien. Elle souhaite que des muto'i soient placés dans ces lieux identifiés et reconnus comme des lieux de rencontre. De plus, elle soulève le fait qu'il faudrait habituer la

population et les enfants aux alertes tsunamis et au regroupement dans l'ordre lors des exercices. Elle dit que la population scolaire de 2+2=4 est dans un secteur près de la mer et cela fait deux ans qu'aucun exercice d'alerte tsunami n'a été réalisé.

Monsieur LISSANT confirme les propos de madame TERIITERAAHAUMEA concernant la climatisation de la salle et dit que tout le monde se plaint car la climatisation est trop forte. Cependant, il s'est tourné vers les techniciens et préconise de faire un meilleur réglage. Il dit que s'il faut revoir tous les systèmes de climatisation de l'hôtel de ville cela nécessitera une étude plus sérieuse. Une première étude a été faite pour un montant de 35 000 000 F FCP.

Pour ce qui est des exercices d'évacuation en cas de tsunamis, il est vrai que cela fait deux ans qu'aucun exercice n'a été effectué.

Il se tourne vers Annelyse, directrice des services de proximité pour plus de renseignements car il est vrai que c'est une obligation, si les enfants ne sont pas entraînés, ils risquent de paniquer le jour J.

Tavana LISSANT demande à Annelyse si elle a des choses à rajouter ou à préciser.

Madame VII prend la parole et annonce effectivement que cela fait deux ans qu'il n'y a pas eu d'exercice tsunami. Elle rappelle que toutes les équipes ont été à pied d'œuvre durant les intempéries, puis en 2017 elle a été victime de quelques soucis de santé mais elle affirme que cette année un exercice tsunami est prévu. Elle rajoute qu'actuellement les services travaillent sur la signalétique pour compléter tout ce qui est évacuation tsunami.

Elle rajoute qu'une rencontre s'est tenue il y a quelques mois avec les services du haut-commissariat, la police municipale et les pompiers pour justement compléter le PCS de la Commune.

Monsieur LISSANT répond à madame TERIITERAAHAUMEA concernant l'attroupement de jeunes sur la plage de 2+2=4. Il y a des regroupements de jeunes partout au bord de route et malgré l'intervention de la brigade, ils n'arrivent pas à les dissuader. Des mesures ont été prises, par exemple à la pointe des pêcheurs, une caméra a été installée et ça s'est avérée efficace, les jeunes se sont dispersés mais ils vont juste un peu plus loin et c'est là le problème. Tavana pense qu'il y a une réflexion de fond à mener. Un partenariat entre la Mairie et la gendarmerie est actuellement en cours pour que des actions soit mises en place pour dissuader sérieusement ces jeunes. Il faut aussi se poser la question de savoir pourquoi ces jeunes s'adonnent à ce genre de pratique, ce sont des jeunes demandeurs d'emplois, donc pour remédier à cela il faut des projets, des initiatives au niveau du Pays mais aussi au niveau de la Commune pour travailler ensemble de manière à

pouvoir donner du travail aux jeunes. Tavana espère que dans le cadre des nouveaux projets touristique qui auront lieu dans la Commune de PUNAAUIA, ce soit l'occasion de créer des emplois et de pouvoir donner du travail à une partie de ces jeunes pour limiter ces attroupements que l'on rencontre fréquemment.

Il affirme que Marc TATARATA, adjoint en charge de la sécurité, va se saisir de cette demande pour mettre en place certaines actions.

Par ailleurs, Tavana explique que la Commune à un CLSPD, et que celui-ci est un outil pour mettre en place des actions ou des projets envers les jeunes, pour les encadrer avec des accompagnateurs. Il pense qu'il y a matière à réfléchir dans ce sens et cela peut apporter des éléments de réponse. Il va falloir très rapidement y réfléchir de manière à soulever des idées concrètes.

Monsieur LISSANT laisse la parole à Marc TATARATA, adjoint en charge de la sécurité des biens et des personnes.

Monsieur TATARATA salut toute l'assemblée et notamment madame Dany TUMAHAI ainsi que les enfants de Tavana Rony. Il les remercie pour leur présence en ce jour spécial qui est le jour d'anniversaire de Tavana Rony, qui aurait eu 70 ans et qui aurait dû être MATAHIAPO. Il remercie également Tavana Simplicio pour l'avoir maintenu en tant qu'adjoint et de ce fait lui donner l'opportunité de poursuivre les missions que Tavana Rony avaient données à chacun d'eux. Il remercie tous les agents, notamment ceux des services de proximité qui sont la police municipale et les pompiers puis il revient sur les questionnements de madame Patricia TERIITERAAHAUMEA.

Il donne des détails concernant les attroupements de jeune sur la plage de 2+2=4, il dit que les gendarmes ainsi que la police municipale sont informés de ces attroupements.

Il dit qu'au cours des réunions du CLSPD, ces questions ont été débattues et il rappelle que les policiers municipaux ont également énormément de missions à accomplir mais ils essayent tant bien que mal de résoudre ces petits soucis de drogue.

Il affirme qu'à chaque réunion avec les chefs de la police municipale ou des pompiers, ce sont toujours les mêmes sujets qui sont discutés. Il témoigne que lorsque la police municipale interpelle une ou plusieurs personnes, normalement la procédure incombe à la gendarmerie. Or, une heure après l'interpellation, les personnes sont relâchées, si bien que le lendemain ça recommence. C'est un phénomène social fréquent, que l'on rencontre à Papeete et sur toute la Polynésie.

Il exprime son soutien et dit qu'il comprend les inquiétudes de chacun mais il tient à préciser que lui ainsi que les services font leur maximum. Il affirme qu'avant que Tavana Rony ne s'en aille, une discussion s'est tenue,

concernant le renforcement des équipes de la police, il souligne que le recrutement de trois agents de police a été fait l'année dernière et normalement il a été prévu d'autres recrutements pour cette année. Il compte sur notre nouveau Tavana Simplicio pour concrétiser cela cette année sans oublier le recrutement des sapeurs-pompiers.

Il termine en confirmant que c'est un sujet sensible, qui est problématique surtout aux alentours des écoles, avec la vente, la consommation et le trafic de stupéfiants.

Monsieur LISSANT prend la parole pour compléter les propos de monsieur TATARATA et dit qu'une restitution de l'audit concernant le service incendie et secours devait se tenir, cependant dû aux événements récemment vécu, la restitution a été repoussée à dans deux semaines, cette restitution permettra de définir à court terme, à moyen terme ou à plus long terme les actions qu'il faut mener pour remédier à ces dysfonctionnement. Tavana propose aussi un audit au niveau du service de la police municipale pour avoir une idée plus précise des actions à mener rapidement. Cet audit va permettre de savoir s'il faut recruter, modifier le fonctionnement du service ou acheter du matériel supplémentaire. Il affirme que c'est comme ça que les problèmes seront résolus de manière sérieuse. Après restitution de l'audit, un retour sera fait à tous les Elus pour que tout le monde ait les éléments et qu'une décision soit prise.

Monsieur André TEAHU, met en garde monsieur le Maire et dit qu'il faut mettre à jour les panneaux signalétiques qui interdisent la baignade et procéder à des arrêtés communaux concernant la limitation de vitesse car les servitudes deviennent des servitudes communales. Il rappelle que c'est la responsabilité civile du Maire qui sera engagée s'il y a un accident alors qu'aucun arrêté n'a été pris concernant la limitation de vitesse.

Madame TERIITERAAHAUMEA, remercie les personnes pour leur réponse. Elle rappelle les propos de monsieur le Maire concernant les actions pour 2019 à rajouter dans le budget de 2019.

Elle dit que cette année la population scolaire de l'école 2+2=4 a été confrontée à un souci concernant la présence d'amiante et il est vrai que le conseil municipal a pris une délibération pour démarrer le projet de reconstruction de l'école 2+2=4, elle demande d'accélérer les travaux de reconstruction et ne pas attendre deux ans. Elle pense que c'est une des premières demandes qui sera exprimée.

Tavana LISSANT prend la parole et dit que chaque élu est mobilisé sur ce sujet puis il rappelle que Tavana TUMAHAI voulait fermer cette école mais après il faut trouver des solutions dans l'immédiat.

Des études ont été faites pour définir où est situé l'amiante, et des actions ont été mises en place, il rassure tout le monde en disant que le taux d'amiante est presque inexistant mais malgré cela des moyens ont été mobilisés pour sécuriser l'école et éviter tout risque. Il affirme que l'entreprise qui s'est chargée des travaux est agréée et spécialisée dans le désamiantage.

Néanmoins la reconstruction complète de l'école a été actée. Il dit qu'il est conscient que les Elus ont voulu inscrire cette reconstruction dans le PPI en lui conférant une qualité environnementale. C'est un beau projet mais c'est tout nouveau également, et il faut trouver des financements pour concrétiser cela. Il dit qu'une première estimation a été faite et elle avoisine les 500 millions de francs. Les techniciens sont chargés de mener les études et de rechercher des partenaires pour le co-financement du projet. Il termine par dire que nous sommes tous soucieux du bien-être des enfants et laisse la parole à monsieur TIRAO pour apporter des éléments plus techniques concernant cette reconstruction.

Monsieur TIRAO affirme qu'à l'heure actuelle une consultation a été lancée pour désigner un assistant en maîtrise d'ouvrage, comme la souligné Tavana Simplicio, ce bâtiment sera conçu aux normes QEB, c'est-à-dire qualité environnementale du bâtiment, c'est une démarche pour avoir un bâtiment écologique.

Il confirme qu'ils sont actuellement en train d'ouvrir les offres reçues et que cette assistance va aider à faire la programmation, à définir les besoins, l'ensemble des surfaces, le nombre de classes...

Il affirme pouvoir revenir rapidement vers Patricia pour définir cette programmation qui permettra ensuite de lancer un marché de maîtrise d'œuvre.

Il souligne le fait que, pour un tel projet, il y a des délais administratifs qui sont incompressibles. Il donne des exemples comme l'obtention du permis de construire, le respect de la procédure des marchés publics. Il affirme qu'ils vont essayer de réduire au maximum les délais puis il rajoute qu'ils vont tenter de travailler en parallèle sur la délocalisation de l'école car lors de la destruction il y aura une dépollution de l'amiante qui devra être effectuée et donc il va falloir réfléchir aux solutions alternatives pour déplacer l'ensemble des élèves le temps de la déconstruction, de la dépollution et de la reconstruction. Toutes ces phases vont arriver très vite dans les mois qui arrivent et jusqu'à la fin de l'année ce sera encore en phase de programmation.

Madame TERIITERAAHAUMEA prend la parole pour dire qu'il y a déjà eu un précédent par rapport à ça, une école entière a été déplacée dans de bonnes conditions. Elle affirme qu'elle peut proposer des solutions.

Monsieur HOWELL prend la parole et remercie l'épouse de Tavana Rony pour avoir accepté d'être présente parmi les Elus, d'autant plus qu'on ne pouvait pas avoir meilleure marraine aujourd'hui pour l'élection du nouveau Maire. Il félicite le nouveau Maire, monsieur LISSANT Simplicio pour avoir décidé d'assumer cette responsabilité qui est très lourde tout en sachant qu'il va être accompagné par des adjoints qu'il félicite également. Il ne doute pas que les adjoints au Maire vont aider Tavana à résoudre assez rapidement tous les problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Il raconte que quelqu'un l'a interpellé cette semaine pour lui poser une question à laquelle il n'a pas été capable de répondre, et il tient à soumettre cela au conseil municipal. Cette personne souhaite que la Commune de PUNAAUIA puisse reconnaître le baptême civil, apparemment il semblerait que la seule commune de Polynésie Française qui reconnaît le baptême civil est la Commune de PIRAE. Il interpelle le directeur général des services de la Mairie pour prendre contact avec le directeur général de la Mairie de PIRAE pour savoir en quoi cette reconnaissance du baptême civil consiste exactement, et il rajoute aussi que cette personne est de confession juive. Il pense que cette démarche doit être très particulière mais il ne sait pas si cela incombe d'une procédure juridique ou de reconnaissance, qui doit être mis en place par le conseil municipal de PUNAAUIA. Il pense qu'au vu de la population étrangère présente à PUNAAUIA il serait intéressant de se pencher sur cette question.

Monsieur LISSANT remercie monsieur HOWELL et confirme ses propos en disant qu'il se souvient avoir parlé de PIRAE mais il pense que PUNAAUIA a été plus rapide que PIRAE car des baptêmes civils ont déjà été célébrés à PUNAAUIA, il y a pour témoin madame Hinano TEISSIER qui pas plus tard que la semaine dernière avait célébré deux baptême. Il affirme que la Commune s'est déjà lancée dans cette démarche. Il prend l'exemple du baptême civil de la fille de monsieur Olivier LANDRAGIN, il dit que c'est lui qui a inauguré la procédure puis plusieurs autres baptêmes se sont suivis par la suite. Monsieur LISSANT laisse la parole à madame Hinano TEISSIER, adjointe en charge de l'état civil.

Madame TEISSIER salue l'assemblée et dit que depuis le baptême de monsieur Olivier LANDRAGIN, il y a eu quatre autres baptêmes dont deux la semaine dernière, elle est actuellement à son cinquième baptême civil. Elle affirme que jusqu'ici les parents, les parrains sont heureux d'être à l'hôtel de ville.

Elle rajoute qu'il va falloir voter un budget pour renouveler les micros.

(Monsieur LISSANT signale à madame TEISSIER que les micros sont tout neufs mais qu'il faut appuyer le bon bouton)

Pour clôturer la séance Tavana renouvelle ses remerciements et reprend les propos de Patrick en disant que le Maire tout seul ne peut rien faire sans son équipe, donc il demande encore une fois de garder cette union acquise durant les nombreuses années au côté de Tavana Rony. Il dit qu'il peut y avoir des débats durant les commissions mais il faut garder cette union entre les Elus mais aussi avec les agents car c'est ce qui importe. Il souligne le fait que deux ans passe vite et qu'il y a énormément de projets à mettre en place. Il termine en remerciant Dany pour sa patience ainsi que les enfants pour avoir honoré cette séance assez particulière et invite toutes les personnes au cocktail prévu dans le hall de la cafétéria.

Monsieur Simplicio LISSANT propose de clôturer la séance.

La séance est levée à 12h04.

Le secrétaire de séance,

Le 1^{er} adjoint au Maire,

Tania MANEA-LYAU

Simplicio LISSANT

